

Lancement du projet "Alliances de la société civile pour le renforcement des capacités numériques" (CADE)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE pour publication immédiate

Genève, 11 juin 2024: Le projet CADE, une initiative ambitieuse visant à donner aux organisations de la société civile (OSC) les moyens de participer plus activement aux processus de politique numérique, a été officiellement lancé le 31 mai à Genève.

L'ambassadrice Lotte Knudsen, représentante permanente de l'Union européenne auprès de l'ONU à Genève, le professeur Jovan Kurbalija, directeur exécutif de DiploFoundation, et les partenaires du projet ont assisté au lancement. Cofinancé par l'Union européenne, le projet CADE vise à renforcer la participation active des OSC à la gouvernance mondiale et aux initiatives de développement.

Cette initiative est essentielle pour favoriser des processus démocratiques inclusifs et participatifs dans le monde entier. Dans son allocution, l'ambassadrice Knudsen a souligné l'engagement indéfectible de l'UE en faveur du rôle vital des OSC dans le développement.

Le programme indicatif pluriannuel de l'UE pour le programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales » de 2021 à 2027 souligne l'importance d'obtenir des résultats de haute qualité en matière de développement grâce à un engagement inclusif et démocratique.

"Il fait appel à l'une de nos principales priorités : soutenir et développer les sociétés civiles, ce qui est particulièrement significatif dans le domaine de la gouvernance mondiale de l'internet. Il s'agit d'autonomisation numérique et nous avons besoin de la participation active de la société civile. Notre approche a toujours été fortement multipartite", a déclaré l'ambassadeur Knudsen. Le professeur Kurbalija a expliqué plus en détail l'objectif du projet, qui est de mettre la technologie au service du développement, en soulignant l'approche novatrice du projet CADE en matière de renforcement des capacités des OSC.

Il a fait remarquer que « ce projet vise à inclure la société civile de manière significative et substantielle. Bien que de nombreux forums, tels que l'ICANN, le forum du SMSI et le forum du

IGF, ouvrent leurs portes à la participation, le défi consiste à doter les OSC de la capacité de s'engager efficacement et d'influer sur les discussions.

Le Dr Stephanie Borg Psaila, coordinatrice du projet CADE de DiploFoundation, a présenté les huit organisations partenaires qui collaborent à ce projet :

- European Center for Non-for-profit Law (ECNL), Pays-Bas.
- Forus, France
- CIPESA, Ouganda
- KICTANet, Kenya
- Sarvodaya Fusion, Sri Lanka
- SMEX, Liban
- Chapitre des îles du Pacifique de l'Internet Society (PICISOC), Fidji
- Fundación Karisma, Colombie

L'événement de lancement a été suivi [d'une session technique](#) tenue lors de **l'événement de haut niveau du Forum SMSI+20** (27-31 mai 2024 à Genève), qui a présenté les initiatives du projet CADE et s'est conclu par un appel à l'action pour les efforts individuels et institutionnels visant à promouvoir une véritable inclusivité et une participation à la gouvernance numérique.

Des partenaires de divers secteurs contribuent à cette initiative, chacun faisant écho à l'approche globale et inclusive du projet. **Vous trouverez leurs citations ci-dessous:**

• **DiploFoundation:** Dr Jovan Kurbalija, directeur exécutif, DiploFoundation : "CADE est une progression logique pour Diplo, s'appuie sur nos 20 ans et plus de soutien aux parties prenantes, en particulier des petits pays et des pays en développement, pour s'engager de manière significative dans les processus mondiaux. Avec un réseau de plus de 7 200 anciens élèves issus de 208 pays et territoires, nous avons apporté des contributions substantielles aux Nations unies, à l'UIT, à l'ICANN, à l'Internet Society, au Forum sur la gouvernance de l'internet, au SMSI, à la Coalition pour la liberté en ligne, au Pacte mondial pour le numérique, et à d'autres instances. CADE est la prochaine phase de la mission de Diplo : un partenariat stratégique avec une gamme stellaire d'organisations partageant les mêmes idées."

- **ECNL:** Karolina Iwańska, conseillère en espace civique numérique, ECNL : « La société civile joue un rôle central dans l'élaboration des normes et des règles mondiales liées à la gouvernance de l'internet. Elle apporte une expertise cruciale en matière de droits humains, d'impacts sociétaux de la technologie, en particulier sur les communautés marginalisées, et de considérations liées à l'égalité, l'accessibilité et l'inclusion. Ce rôle devrait être explicitement reconnu et amplifié dans tous les processus de gouvernance de l'internet, y compris dans l'élaboration des normes techniques. Toutefois, cela ne se fera pas sans créer des espaces pour un engagement significatif et à long terme et des ressources pour la société civile, en particulier pour les organisations travaillant avec et pour les groupes sous-représentés dans les pays de la majorité mondiale. À l'heure où la gouvernance de l'internet fait l'objet d'une attention mondiale sans précédent, CADE vise à accroître durablement la participation structurelle de la société civile à ces processus. »

- **Forus:** Mavalow Christelle Kalhoule, présidente du Forus et présidente du SPONG, le réseau des ONG du Burkina Faso : "La numérisation touche la vie de milliards de personnes dans le monde, mais combien sont consultées et informées ? Nous croyons au pouvoir du renforcement des capacités et de la création de nouveaux liens entre les organisations de la société civile du monde entier pour influencer les forums sur la gouvernance de l'internet et faire valoir les besoins des communautés - en particulier des laissés-pour-compte. Notre engagement et notre participation significative sont indispensables. »

- **CIPESA:** Ashnah Kalemera, gestionnaire de programme, CIPESA : Grâce au projet CADE, « le CIPESA continuera à jouer son rôle actuel de catalyseur en soutenant les acteurs à travers l'Afrique pour qu'ils deviennent des défenseurs et des promoteurs actifs du modèle multipartite de la gouvernance de l'internet. »

- **KICTANet:** Dr Grace Githaiga, PDG, KICTANet : "En tant que principal défenseur des droits numériques et de la gouvernance de l'internet, KICTANet reconnaît le rôle essentiel des organisations de la société civile (OSC) dans le façonnement d'un internet libre, ouvert et sécurisé. Cette initiative souligne la nécessité de renforcer la participation, en s'attaquant aux obstacles à l'accès, à la connaissance et à la représentation. En favorisant une plus grande inclusion et une meilleure collaboration, nous voulons faire en sorte que des voix diverses

soient entendues dans les discussions politiques internationales, ce qui conduira à une gouvernance numérique plus équitable et centrée sur l'être humain".

- **Sarvodaya Fusion:** Nipunika Ruhunage, directrice générale, Sarvodaya Fusion : "Sarvodaya Fusion, le précurseur dans l'autonomisation des communautés à travers le Sri Lanka avec l'accès numérique, l'alphabétisation et les avantages, reconnaît le rôle indispensable des organisations de la société civile dans la promotion d'un paysage numérique inclusif. Nous pensons que le renforcement et l'autonomisation de la société civile sont essentiels pour préserver un internet ouvert et garantir un processus participatif d'élaboration des politiques. À travers l'initiative CADE, nous sommes résolument engagés à ouvrir la voie à un avenir numérique durable en comblant le fossé entre les communautés marginalisées et les OSC en favorisant une gouvernance numérique efficace."

- **SMEX :** Abed Kataya, responsable du programme médias, SMEX : « Tout en défendant et en faisant progresser les droits numériques dans la région WANA, SMEX travaillera efficacement pour s'assurer que l'internet est bien gouverné. A travers un long parcours, la gouvernance de l'internet joue un rôle énorme dans les droits numériques et les droits humains d'être connecté, d'avoir accès à l'internet, et de s'exprimer librement et en toute sécurité. En outre, nous pensons que le multipartisme et l'engagement de la société civile sur la scène de la gouvernance de l'internet sont tout aussi importants, car nous croyons que les politiques devraient inclure toutes les parties prenantes, en particulier la société civile, non seulement de manière proactive, mais aussi à dessein."

- **PICISOC:** Andrew Molivurae, vice-président, PICISOC : « PICISOC a été la principale organisation de la société civile des TIC dans les îles du Pacifique, avec une histoire qui s'étend sur plus de 25 ans. L'organisation, par ses engagements, a relevé la barre des capacités en matière de TIC pour de nombreux membres de la communauté qui s'engagent aujourd'hui dans des forums internationaux. Au cours des cinq dernières années, PICISOC a pris l'initiative de faciliter le Forum sur la gouvernance de l'internet dans le Pacifique (Pacific IGF), en créant un dialogue pour des discussions multipartites, un événement annuel qui a attiré la participation des gouvernements, de la société civile et des entreprises. Grâce au projet CADE, PICISOC et ses filiales, y compris le IGF du Pacifique, continueront à prospérer au cours des 3 prochaines années."

- **Karisma:** Pilar Sáenz, responsable du projet de participation civile, Fundación Karisma : "Les espaces de gouvernance de l'internet nous ont donné l'occasion de nous informer sur les discussions, de promouvoir le dialogue entre de multiples parties prenantes et d'établir de nouvelles alliances intéressantes. Pour la Fondation Karisma, il est primordial de maintenir ces espaces ouverts et prêts à la participation. Nous pensons que les espaces de gouvernance de l'internet peuvent élargir l'espace démocratique, apporter de nouvelles questions aux discussions mondiales, régionales et locales et éclairer la voie vers l'exercice des droits humains et de la justice sociale, c'est le pari que nous voyons se matérialiser dans CADE."

Note aux rédacteurs :

Pour en savoir plus sur le projet CADE et rester informé de ses progrès, veuillez consulter notre site web à l'adresse suivante : <https://cadeproject.org>

Le projet CADE est fondé sur le principe du renforcement du tissu de la société civile. Ses objectifs sont clairs et résonnent avec les besoins de notre époque :

- Renforcer les contributions des OSC : Le projet renforce le rôle des OSC en tant qu'acteurs pivots de la gouvernance et de la responsabilité locales, en tant que promoteurs d'une croissance inclusive et durable, en tant que fournisseurs d'aide sociale et de bien-être, et en tant que contributeurs à l'élaboration de politiques numériques dans le cadre du processus mondial.
- Renforcer les réseaux : Un objectif clé est de soutenir les réseaux régionaux et mondiaux d'OSC et d'associations d'autorités locales, en renforçant leur capacité de coopération, de soutien mutuel et de participation active à la gouvernance numérique multipartite.
- Éducation et sensibilisation : Le projet initie et soutient les efforts en faveur de l'éducation et de la sensibilisation, en veillant à ce que les populations soient bien informées et soutiennent les efforts de développement. Cela souligne l'importance d'une société civile éduquée pour progresser vers le développement durable, en particulier dans le contexte des avancées numériques.

Pour de plus amples informations, des demandes d'interview ou des questions plus détaillées, veuillez contacter notre équipe de presse à l'adresse suivante : cade@diplomacy.edu.